

## Outil de politique



# #5

## Droits d'importation

### Outil de politique

Contribuer à accélérer la transition vers une économie verte en rééquilibrant les politiques tarifaires qui peuvent involontairement avantager les secteurs à forte intensité de carbone.

# #5 Droits d'importation



## Que sont les droits d'importation ?

Un droit d'importation (également appelé droit de douane à l'importation) est une imposition ou une taxe financière appliquée aux marchandises importées, exigible au moment de l'importation. La plupart des droits de douane sont imposés sur une base ad valorem, c'est-à-dire sur la base de la valeur de la marchandise importée (par exemple un droit de 10% sur un ordinateur d'une valeur de 1 000 USD sera égal à 100 USD). Parmi les autres types de droit, on peut citer les droits «spécifiques» qui sont appliqués sur la base d'une unité ou du poids des marchandises importées. Les droits de la nation la plus favorisée sont les droits de douane standard que les Membres de l'OMC appliquent à tous les autres Membres.

## Comment la révision des droits d'importation dans les secteurs à forte intensité de carbone et les secteurs plus sobres en carbone peut-elle contribuer à atténuer les changements climatiques ?

Les droits d'importation peuvent être une source de recettes intéressante pour les gouvernements. Toutefois la révision des niveaux de droit peut aussi améliorer l'accès à certaines marchandises dans une économie et aider les entreprises à participer aux chaînes de valeur mondiales. De nos jours, les droits d'importation ont tendance à être plus faibles dans les industries à forte intensité de carbone que dans les industries propres. La révision et le rééquilibrage des droits d'importation ouvrent de larges possibilités d'améliorer le revenu mondial tout en réduisant les émissions de carbone et en intégrant les économies dans des chaînes de valeur sobres en carbone ([Shapiro, 2021](#)).<sup>7</sup>

Bien que les données de l'OMC<sup>8</sup> indiquent que la moyenne des droits appliqués à certains équipements d'énergie renouvelable est relativement faible (3,5%), les droits appliqués par certains Membres peuvent atteindre 12% et affichent des variations importantes. En revanche, les droits appliqués aux combustibles fossiles sont en général faibles puisqu'ils sont de 0,8% pour le pétrole brut, de 1,6% pour le charbon et d'environ 2 à 2,4% pour le coke et d'autres combustibles (parmi les 10 principaux importateurs).

Dans le secteur automobile, les droits appliqués sont généralement plus élevés que dans le secteur de l'énergie: ils sont de 11% en moyenne pour les véhicules hybrides et électriques et peuvent même atteindre 61,5% chez certains Membres. Dans l'ensemble, la moyenne des droits appliqués aux véhicules à combustion conventionnels est comparable à celle des droits frappant les véhicules hybrides et électriques. Toutefois les véhicules à faibles émissions de carbone exportés vers les gros marchés (qui représentent 55% du marché mondial) sont encore assujettis à droits appliqués qui sont supérieurs de 1,6 à 3,9 points de pourcentage aux droits visant les véhicules à combustion conventionnels.

## Expériences des Membres de l'OMC en matière d'utilisation des réductions tarifaires pour atteindre les objectifs en matière d'action climatique

D'après la [BDE de l'OMC](#), au moins 31 Membres de l'OMC de toutes les régions du monde et à tous les niveaux de développement économique ont eu recours à des réductions tarifaires à des fins environnementales.

On trouve, dans les [EPC](#) de ces économies, 53 exemples de réductions qui concernent en premier lieu les technologies des énergies renouvelables (25), puis les véhicules à faibles émissions de carbone et les véhicules électriques (11). En voici quelques-uns:

- le Nicaragua prévoit des exemptions tarifaires pour les machines, les équipements, le matériel et les intrants utilisés dans de nouveaux projets de production d'énergie renouvelable (EPC 2021);
- la Mongolie exempte de droits de douane le matériel de recherche et de production d'énergie renouvelable (EPC 2021);
- l'Argentine a mis en place un contingent d'importation de 6 000 véhicules hybrides, électriques et à piles à combustible (hydrogène) bénéficiant de taux de droits réduits (EPC 2021);

- la Thaïlande encourage l'utilisation des énergies renouvelables au moyen d'exemptions ou de réductions des droits d'importation (EPC 2020);
- le Samoa prévoit l'importation en franchise de droits des «dispositifs économiseurs d'énergie» (comme les véhicules électriques) (EPC 2019);
- l'Égypte a fixé à 2% les droits de douane appliqués aux équipements et aux matériels importés par les producteurs d'énergie solaire et éolienne (EPC 2018);
- la Barbade (EPC 2022) et les États-Unis (EPC 2022) accordent des exemptions tarifaires pour l'agriculture biologique et le bois d'œuvre, respectivement; et
- le Malawi (EPC 2016), le Tadjikistan (EPC 2021), la Géorgie (EPC 2022) ainsi que le Pakistan (EPC 2022) accordent des exemptions tarifaires aux biens nécessaires en cas de catastrophes (y compris les produits alimentaires).

#### **Droits appliqués moyens visant les équipements d'énergie renouvelable et les combustibles fossiles (parmi les 10 principaux importateurs)**

- certains équipements d'énergie renouvelable – 3,2% **contre**
  - pétrole brut – 0,8%
  - charbon – 1,6%
  - cokes et semi-cokes – 2%
  - gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux – 2,1%
  - brai – 2,2%
  - huiles (goudron de houille) – 2,4%

La révision des droits d'importation pourrait donc être un outil de politique efficace que les gouvernements pourraient utiliser pour favoriser l'abordabilité et la généralisation des produits nécessaires à la transition vers une économie sobre en carbone, comme les équipements d'énergie renouvelable provenant de sources durables ainsi que les véhicules à faibles émissions de carbone et électriques. Cela a déjà été vérifié dans les secteurs de l'énergie éolienne et de

l'énergie solaire, où des économies d'échelle ont contribué à abaisser les coûts de production.<sup>9</sup>

Certaines économies et régions ont commencé à envisager de réviser les niveaux de droit (voir l'encadré). Par exemple, depuis que les dirigeants du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) se sont engagés à ramener les taux de droits de 54 «biens environnementaux» à 5% ou moins, les exportations et les importations de ces produits ont augmenté de 5,7% et 13,5%, respectivement ([APEC, 2021](#)).

Selon une analyse récente, le marché mondialisé des modules photovoltaïques (PV) a déjà permis aux installateurs de modules PV d'économiser jusqu'à 85 milliards d'USD entre 2008 et 2020 en Chine, en Allemagne et aux États-Unis. Par ailleurs, les prix des modules solaires seraient de 20 à 30% plus élevés en 2030 dans un scénario sans chaînes d'approvisionnement mondialisées ([Helveston et al., 2022](#)). De plus, grâce au commerce mondial des produits solaires photovoltaïques, la production d'énergie solaire pourrait augmenter de 750 gigawatts (GW) d'ici à 2060 si la moitié des obstacles au commerce existants étaient supprimés, tandis qu'elle diminuerait de 160 à 370 GW dans un scénario où davantage d'obstacles au commerce seraient imposés ([Wang et al., 2021](#)).

Comme on l'a vu, il existe une marge de manœuvre importante pour réviser les droits d'importation actuellement applicables dans des secteurs à forte intensité de carbone et des secteurs à faibles émissions de carbone (voir l'encadré). Le rééquilibrage des droits, même de quelques points de pourcentage, pourrait fortement contribuer à réduire les coûts de l'énergie renouvelable et à accroître l'utilisation des technologies à faibles émissions de carbone.

#### **Quelles mesures pourraient être prises pour aligner les droits d'importation sur les plans plus larges en matière d'action climatique?**

À l'OMC, les Membres ont négocié des taux maximaux de droits d'importation pour la plupart des marchandises. Cela signifie que les Membres sont libres de réviser et éventuellement de réduire leurs propres droits de douane pour les aligner sur leurs plans d'action climatique, soit unilatéralement, soit dans le cadre d'approches plus larges de coopération commerciale et climatique. Les droits d'importation qu'ils appliquent aux produits essentiels nécessaires à la transition vers une économie sobre en carbone et pourraient être révisés pour accélérer la transition verte.

## Mesures correctives commerciales dans le contexte des stratégies de lutte contre les changements climatiques

Les mesures correctives commerciales sont des mesures à la frontière – en général des droits additionnels – appliquées par les gouvernements aux importations d'un produit lorsque le volume total de ces importations a augmenté soudainement (mesures de sauvegarde) ou lorsque les importations d'une certaine provenance font l'objet d'un dumping (sont vendues à un prix inférieur à leur valeur normale) ou sont subventionnées (mesures antidumping et compensatoires, respectivement); et lorsqu'il a été constaté que ces importations causent un dommage à la branche de production nationale concurrente. Les mesures correctives commerciales font partie intégrante des règles commerciales multilatérales qui contiennent des exigences détaillées régissant l'adoption des mesures qu'il régleme.

L'application de mesures correctives commerciales à l'importation de certains biens liés aux énergies renouvelables, tels que les panneaux solaires et les éoliennes, a augmenté ces dernières années. Le [Portail de données sur les mesures correctives commerciales](#) contient des renseignements sur les actions antidumping et les décisions en matière de droits compensateurs visant certains biens liés aux énergies renouvelables. Il indique que 35 enquêtes antidumping et 19 enquêtes en matière de droits compensateurs ont été ouvertes entre 2008 et 2021 concernant certains produits liés à l'énergie solaire (16 et 5 respectivement), à l'énergie éolienne (13 et 7) et au biodiesel (6 et 7).\*

Tous les Membres de l'OMC ont le droit d'utiliser des mesures correctives commerciales et la question de savoir si un Membre le fera et de quelle manière (en respectant les contraintes imposées par les règles de l'OMC) dépend de ses propres décisions de politique. Pour prendre ces décisions, les Membres tiennent compte d'un ensemble de facteurs et d'éléments, qui peuvent dans certains cas inclure les effets quant aux changements climatiques.

\*Les produits en question ont été identifiés en utilisant les mots clés suivants : solaire, photovoltaïque, biodiesel et éolien.

Le Secrétariat de l'OMC peut soutenir ces efforts en apportant une réponse aux demandes d'assistance technique et en faisant mieux connaître et comprendre la manière dont les droits ont été utilisés pour atteindre des objectifs climatiques. Des discussions sont déjà en cours dans différents organes de l'OMC et devraient permettre de faire mieux comprendre la manière dont les droits d'importation visant certaines marchandises liées à la transition juste vers une économie sobre en carbone pourraient être utilisés par les Membres à l'appui de leurs plans d'atténuation des changements climatiques.